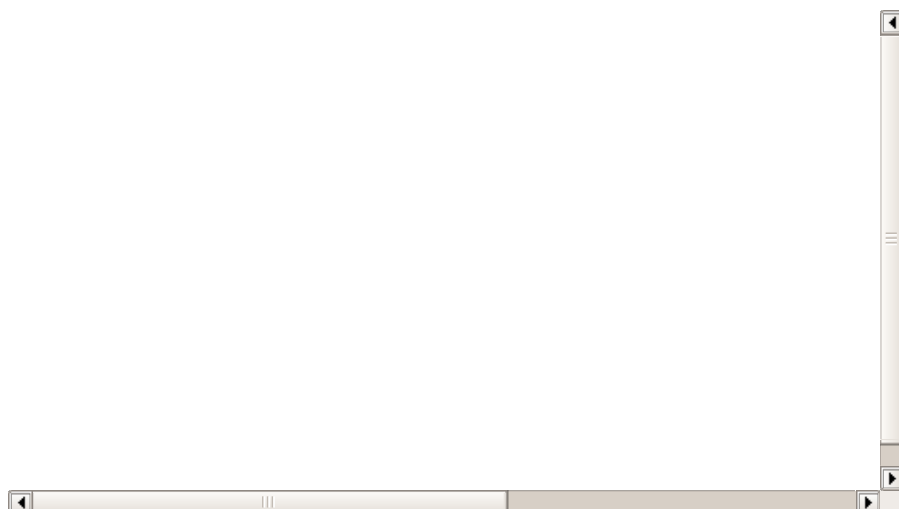


Le Groupe ACP s'engage avec l'UE et l'UNISDR à réduire les risques de catastrophes

Le Groupe ACP s'engage avec l'UE et l'UNISDR à réduire les risques de catastrophes



Bruxelles, 15 juin 2017/ UNISDR/ ACP: Le Groupe des Etats ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique), comprenant 79 membres dont beaucoup sont parmi les pays les plus exposés aux catastrophes et aux changements climatiques, ont mis en évidence l'importance de la coopération internationale pour réduire l'impact des aléas naturels.

Lors de la réunion de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophes qui s'est terminée vendredi dernier à Cancun au Mexique, le forum intra-ACP, organisé conjointement par le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) et le Secrétariat du Groupe des Etats ACP, a réuni autour d'une même table les ministres de Haïti, des Iles Salomon et du Soudan du Sud ainsi que des représentants de l'UNISDR, des Etats de l' ACP, du Parlement européen, de la Commission européenne, de la Commission de l'Union africaine, du Secrétariat de la communauté pacifique et du Secrétariat de CARICOM. Ensemble, ils ont partagé les leçons apprises et les bonnes pratiques obtenues lors des programmes de réduction des catastrophes financés par le Fonds de Développement Européen et mis en place dans les Etats de l'ACP.

“Cette discussion opportune est pertinente pour nous tous, a expliqué M. Leonard Ognimba, vice-secrétaire-général du Secrétariat de l'ACP, alors que nous nous efforçons de construire une plus grande résilience et de consolider les programmes d'adaptation, particulièrement dans les pays vulnérables d'un point de vue environnemental, en instaurant des programmes de gestion de risques et de réduction des risques de catastrophes. ”

“Les catastrophes naturelles sont des phénomènes récurrents dans nos régions, a-t-il ajouté. Chacun peut prendre l'exemple des catastrophes qui se sont produites dans nos états ces trois dernières années pour se rendre compte des conséquences inattendues que les catastrophes peuvent avoir, en termes de pertes en vies, de personnes déplacées, de moyens de subsistance affectés et de dommages significatifs sur les infrastructures publiques et privés dans nos pays.”

M. Leonard Ognimba a rappelé aussi l'impact des activités volcaniques au Cap Vert, des tremblements de terre en Tanzanie et des ouragans et des tempêtes tropicales en Afrique, (Chedza et Enawao au Madagascar), et dans les Iles des Caraïbes et du Pacifique (Pam, Erika, Matthew and Donna).

L'Ambassadeur a souligné également l'engagement des chefs d'Etat des pays de l'ACP l'année dernière pour renforcer la coordination et le dialogue entre les 79 pays dans les instances internationales.

« Le but, a-t-il rappelé est d'engager les membres du groupe des Etats ACP pour qu'ils travaillent en faveur de réformes pour une architecture multilatérale qui servira leurs intérêts et mettra en évidence leur rôles dans les domaines de gouvernance globale, et contribuera par conséquent à leur développement.

“Nous restons optimistes et nous croyons fermement que nos attentes pourront être atteintes si nous intensifions la coordination et le dialogue politique,” a-t-il ajouté

Le groupe des Etats ACP comprend 48 pays de l'Afrique Sub-Saharienne, 16 pays des Caraïbes et 15 pays du Pacifique. A l'exception de Cuba, tous les membres ont signé les Accords de Cotonou, un partenariat avec l'Union Européenne.

M. Leonard Ognimba a rappelé les opportunités créées par les Accords de Cotonou et ses fondements pour une plus grande collaboration avec l'Union européenne, les institutions régionales des Etats ACP et les organisations onusiennes, en matière notamment d'une plus grande compréhension des risques de catastrophes, de l'adoption de stratégies pour améliorer les procédés d'évaluation des risques et leur identification; la promotion des renforcement de capacités et l'intégration e réduction des risques de catastrophe; le développement de politiques promouvant les initiatives de transfert de risques et de reprise après sinistre et de reconstruction à long terme dans les Etats membres.

A la veille de la réunion, M. Robert Glasser, Représentant Spécial du Secrétaire-général des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes a souligné le rôle critique des partenariats internationaux et a rappelé l'engagement de l'UNISDR pour consolider ce processus.

“Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes, adopté par la communauté internationale en 2015, est très clair,” a-t-il expliqué. “ C’est en travaillant ensemble que nous pourrons renforcer notre résilience face aux aléas naturels qui affectent les populations dans le monde entier et que nous pourrons empêcher que ces aléas deviennent des désastres. »

Lors de la réunion du 25 mai, les ministres des Etats des trois régions de l'ACP ont partagé leurs expériences diverses en matière de réduction des risques. Parmi les interlocuteurs présents étaient : M. Max Rudolph Saint Albin, Ministre de l'intérieur, Haïti ; M. Samuel Eaney Manetoali, Ministre de l'environnement, des changements climatiques, de la gestion des catastrophes et des services de météorologie, dans les Iles Salomon ; et M. Hussein Mar Nyuot, Ministre des affaires humanitaires et de la gestion des catastrophes, République du Soudan du Sud.

Les interlocuteurs des Etats des trois régions de l'ACP ont discuté de leurs projets. M. Sacko Josefa Leonel Correa, Commissaire à la Commission de l'Union Africaine, département de l'économie rurale et de l'agriculture, a mis en lumière le projet actuel que la Commission a avec UNISDR. Madame Audrey Aumua, vice-Directeur-général, du Secrétariat de la Communauté Pacifique (SPC) et Mme Andria Grosvenor, de l'Agence des Caraïbes pour la gestion des catastrophes (CDEMA) a rappelé son soutien aux efforts entrepris pour la réduction des risques de catastrophes. Dr. Natallie Corrie-Kordas, experte au secrétariat des Etats ACP, a souligné l'importance d'un engagement politique ferme et de la volonté commune pour respecter l'environnement et l'intégrité morale.

Pour conclure, M. Enrique Guerrero Salom, membre du Parlement européen et M. Johannes Luchner, Directeur de la gestion des situations d'urgence à la Commission européenne (ECHO) ont rappelé le besoin d'intégrer les politiques de réduction des risques de catastrophes dans toutes les politiques y compris celles qui incluent les investissements public et privé.

La session a également l'importance de la responsabilité partagée pour réduire les risques de catastrophes selon la base des capacités variables, et les représentants des Etats de l'ACP, UNISDR, de la Commission européenne, des Communautés du Pacifique, CARICOM, et ECCAS se sont engagés à travailler ensemble et avec d'autres organisations internationales ainsi que les institutions régionales de l'ACP pour atteindre les objectifs du Cadre de Sendai d'ici 2030.

Tags: [Communiqués de presse](#) ^[1]

URL source : <http://www.acp.int/fr/content/le-groupe-acp-sollicite-l-appui-des-partenaires-pour-aider-reduire-les-risques-de-catastroph>

Liens:

[1] <http://www.acp.int/fr/category/story-type/communiques-de-presse>